

PRÉFET DE LA RÉGION D'ÎLE-DE-FRANCE

SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES
POLE MOYENS ET MUTUALISATION
SERVICE DE LA COORDINATION
Bureau de la coordination régionale

Affaire suivie par M. Ufuk DALKAYA
ufuk.dalkaya@paris-idf.gouv.fr
Tel : 01.82.52.42.85

Paris, le 19 OCT. 2018

N° 2018/ /SGAR/PMM/SC/BCR

Le Préfet de la région d'Île-de-France,
Préfet de Paris

à

Monsieur le Président du Conseil d'administration de
l'Etablissement public foncier d'Île-de-France

à l'attention de Madame Isabelle ROQUES

Objet : Délibérations n^{os} A18-2-1 à A18-2-7 du Conseil d'administration du 5 octobre 2018
Délibérations n^{os} B18-4-1 à B18-4-8 / n^{os} B18-4-10 à B18-4-22 / n^{os} B18-4-A23 à
B18-4-A28 du BUREAU du 5 octobre 2018

P.J. : 34 délibérations

Vous m'avez adressé, pour approbation, les délibérations du Conseil d'Administration et du Bureau de l'Etablissement Public Foncier d'Île-de-France visées en objet, adoptées le 5 octobre 2018.

Vous voudrez bien trouver ci-joint, en retour, un exemplaire de chacun de ces documents que j'ai approuvés ce jour.

Le Préfet de la Région d'Île-de-France,
Préfet de Paris



Michel CADOT

Conseil d'administration A18 – 2

du 5 octobre 2018

Délibération n° A18-2-4

Objet : Convention d'intervention foncière avec les communes de Saint-Denis et de Saint-Ouen (93), l'Etablissement Public Territorial Plaine Commune et SOLIDEO relative à l'action foncière préalable à la réalisation du Village des Athlètes prévu pour les Jeux Olympiques et Paralympiques 2024.

Le Conseil d'Administration,

Vu le code de l'urbanisme et plus précisément les articles relatifs aux établissements publics fonciers de l'Etat,

Vu le décret n°2006-1140 du 13 septembre 2006 portant création de l'Etablissement public foncier d'Ile-de-France et plus précisément son article 11,

Vu le décret n°2015-525 du 12 mai 2015 modifiant le décret n° 2006-1140 du 13 septembre 2006 portant création de l'Etablissement public foncier d'Ile-de-France,

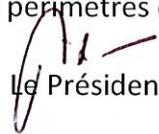
Vu le programme pluriannuel d'interventions de l'EPF Ile-de-France,

Vu le règlement intérieur institutionnel de l'Etablissement Public Foncier d'Ile-de-France,

Vu la Convention-cadre entre l'EPFIF et SOLIDEO, relative à l'action foncière préalable aux opérations d'intérêt olympique, signée le 2 mai 2018.

Approuve le projet de convention présentée ce jour, qui définit :

- Les conditions spécifiques d'intervention sur le site du « Village des Athlètes - Saint-Denis/ Saint-Ouen »;
- Les conditions générales d'intervention de l'EPFIF ;
- Les périmètres d'intervention référencés en annexe.


Le Président

Le Préfet de Région
Ile de France
Le Préfet de la Région Ile de France
Préfet de la Région Ile de France


Michel CADOT

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours administratif gracieux dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou, le cas échéant, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif compétent, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.